

Jean-Marie LUFFIN

Premiers pas en (vraie) démocratie



*Le tirage au sort est un antidote
au fascisme, non son allié.*
Judith Bernard



Le Citoyen Veilleur



Du même auteur

L'illusoir aux mensonges, 2016

De la démocratie avant toute chose, 2015

On ne méprise pas impunément la nature, 2014

La plupart de ces ouvrages sont librement consultables
et téléchargeables sur :

lireligne.net

fichier-pdf.fr

freeditorial.com

mon best-seller

issuu.com

fr.calameo.com

Les quelques réflexions de ce livret essentiellement voué au tirage au sort, donc à l'un des principes majeurs de la démocratie directe, entraînent des propositions très ramassées, forcément schématisées et jumelles, avec de fréquentes répétitions puisque émanant de personnalités accordées au même diapason, aguerries au problème de notre anti-démocratie.

Ces répétitions ne sont pas superflues lorsqu'on sait combien notre mémoire est, généralement, peu fiable. D'ailleurs, ne le remarque-t-on pas à chaque fois que les électeurs se rendent aux isolements ?...



Ceci n'est pas une démocratie

En politique, le pouvoir de l'argent et son florilège d'effets multiples : corruption, trahison, privilège, népotisme, compromission, répression, clientélisme, injustice, violence,... est rapide à s'imposer, à infecter le système politique dans son ensemble. A l'inverse, la remise en question des idées, leur mise en pratique intègre et les retrouvailles avec les vraies valeurs prend du temps, pour parvenir à se faire valoir. Lorsque manipulée, rendue quasiment muette et ravalée au rang de vrais électeurs-faux citoyens, la portion de population la plus éveillée ne veut plus d'une politique devenue celle du pire par le biais d'une pratique électorale qui exacerbe un sentiment d'impuissance menant au fatalisme, elle se dit : « Mais que pouvons-nous faire ?... ». Alors, soit elle se contente de vitupérer, s'estimant souvent vaincue d'avance, soit elle fait ce que les dirigeants imposent, ou adhère à tel ou tel parti censé remettre le pays à flots. Dans ce cas elle ne réfléchit plus vraiment et s'abreuve aux habituels

discours des meneurs. Ce n'est pas différemment que s'enchaîne le cycle des conséquences multifactorielles, sur lesquelles les élus se plaisent à focaliser l'attention des médias. Il en résulte que les uns, toujours les mêmes, accaparent massivement le pouvoir, et que les autres n'en détiennent aucun. Ainsi tout est en place pour que ce jeu pervers s'assure une désespérante pérennité.

Combien de fois, devant caméras et micros, ou du haut de leurs tribunes, nos dirigeants n'ont-ils pas harangué les spectateurs avec force conviction pour nous promettre, avec toute la geste théâtrale propre aux solennelles, aux grandiloquentes déclarations, qu'aux prochaines élections il fallait voter pour eux, pour leur parti, qu'ainsi tout allait *enfin* changer... Les électeurs peuvent constater que, pour l'essentiel de ce qu'ils attendent, rien ne change vraiment, notamment pour ce qui est de l'égalité politique. D'une joute à l'autre, les menteurs, les manipulateurs se renvoient leurs propres portraits d'hypocrites, se révélant ainsi au grand jour dans tout ce qu'ils ont de fallacieux, de méprisable, de fallacieux.

Pourtant le peuple, bien appâté, mord invariablement à l'hameçon. Il ne voit pas que ses maîtres sont nus. Certes, il se lamente et peste, mais c'est sans lendemain. Dans l'immédiat il est vrai (du moins apparemment) qu'il ne peut rien accomplir d'immédiat, de décisif. Le miracle instantané n'existe que dans les fables... ou au sein des turpitudes électoralistes.

Hors d'une révolution, toujours excessive, mal préparée, rapidement matée par un pouvoir prompt à réinstaurer la répression esclavagiste à l'ordre du jour, aucun bouleversement novateur, radical, n'est à attendre des élus. Il faut s'en souvenir... jusqu'à en faire un bras de levier. De prime abord il conviendrait de cesser une fois pour toutes de s'entre-bagarrer à l'infini sur des conséquences (et donc de ne plus prêter l'oreille aux médias de masse) qui nourrissent le jeu diviseur toujours à l'avantage des élus et des partis. Briser le socle du pouvoir ne saurait se faire de front. Mais tout pouvoir comporte au moins une faille. C'est dans l'introspection qu'il faut commencer, en remettant en question certaines certitudes qui se sont révélées être des impasses.

Si le pouvoir du nombre est la première arme du peuple, la seconde se forge dans la réflexion, le débat, l'instruction. La troisième n'est autre que le temps, avec lequel il vaut mieux compter. Un temps qui doit être utilisé pour *parler démocratie*, former des groupes de discussions, organiser des conférences, des « ateliers constituants » (voir à ce sujet le blog du « Plan C » : chouard.org et le site des Gentils virus), des stages,...

La quatrième consiste à cesser de voter (ou nul en Belgique) ou de voter blanc (en France) jusqu'à ce que ce type de vote soit reconnu et pris en compte. Au sein des quartiers - le meilleur terreau qui soit pour un apprentissage de la vraie démocratie, nous pouvons nous réunir pour imaginer, et nous associer à une foule d'actions émancipatrices, tel qu'il s'en concocte de plus en plus : groupes d'achats communs, groupes de producteurs et d'artisans locaux, cercles d'éducation populaire, vidéos documentaires, circuits courts et coopératives, cycles de conférences, ateliers partagés, marchés fermiers, monnaie locale, marches informatives inter-régions, actions de boycotts et anti-publicités. Voilà ce que nous pouvons entreprendre. Tout un chacun

peut y trouver à exprimer ses talents et à se motiver. Et ce ne sont que quelques exemples d'actions, d'implications aux multiples ramifications et effets bénéfiques pour la collectivité. Pour la plupart d'entre-nous nous pouvons, en principe et en général, au sein de nos familles, nous montrer aptes à décider de l'ordre des choses, au point de vue du sens pratique et du partage, des droits et des devoirs équitables de chacun. Eh bien, nous pouvons nous montrer tout aussi efficaces, logiques, dévoués au sein de nos villages et cités. Comment ?

En nous engageant, en prenant une part beaucoup active aux manifestations culturelles à caractère politique, mais qui feraient la promotion d'une politique autre, maintenue à l'écart des sempiternelles et stériles confrontations entre « gauche » et « droite », en étouffant dans l'œuf les tentatives de récupération par des factions politiques classiques, « traditionnelles », hors de ce qui se fait dans les coulisses de tous les partis, sans exception.

Si nous voulons que la politique change, nous devons au préalable reconfigurer sérieusement notre système de pensée, nos anciens repères éculés pour exiger de nous-mêmes une politique rénovée qui redeviendrait nôtre, partie intégrante de notre mode de vie.

Concernés de A à Z par un système élitiste capitaliste qui gère l'entièreté de notre existence, nous gagnerions à faire table rase de nos vieux tics politiques, faire le constat - en toute bonne foi (et en faire un saine réflexion !) - que les pratiques électoralistes n'ont mené nulle part ailleurs qu'à l'insatisfaction générale de la population (pas celle des riches, évidemment). Donc, il devient clair qu'il est inutile de suivre un nouveau chef de parti, un candidat au pouvoir qui nous bercerait d'illusions malgré son autorité, son charisme ou son tempérament vindicatif (dans le téméraire style Donald Trump).

Il faut cesser de faire confiance aux discours pétris des « meilleures intentions » sortant de la bouche de gouvernants élus, de chefs de partis ou d'État. Tous, tôt ou tard, anticipent de demeurer le plus longtemps possible nos chefs en tout et

pour tout. Nous en avons une longue expérience ! Nous maintenir dans l'immaturité politique est aisé à celles et ceux qui bénéficient de collusions scandaleuses, qui profitent de l'appui occulte des banques, des grands industriels, des médias de masse et des particuliers les plus riches. Une facilité appuyée par le pouvoir que nous leur offrons et *qui est inscrit en toutes lettres* dans la Constitution !

Pour nous contenir dans un vain espoir, ces « dévoués braves gens » nous bercent d'illusions, comme s'y est aguerrie de longue date la clique des partis, traditionnels ou non, et celle des ministres et des présidents. Au passage, nous n'aurons pas été sans remarquer que tout homme réellement soucieux du bien collectif finit, étrangement, par se faire abattre... au contraire des autres qui ont la vie dure. Motivés par des intérêts particuliers, le petit groupe de nos maîtres encravatés s'efforce d'anesthésier notre lucidité grâce au vieux truc des discours compassés, truffés de pièges et de faux serments. Le vent ne coûte pas cher...

Il n'est pas un élu qui ignore pouvoir compter sur une bonne dose de passivité, de crédulité de la part des électeurs qu'ils entraînent dans leur sillage, avant et pendant les élections. Une fois celles-ci abouties, le piège se referme et l'électeur est réduit à l'impuissance et à la servitude. Le bail de léthargie massive est ainsi aisément et régulièrement renouvelé... avec l'assentiment des contribuables bien conditionnés au mirage du suffrage universel.

La démocratie, la vraie, les carriéristes politiques ne veulent pas en entendre parler. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elle leur ôterait l'os d'entre les dents. Aussi est-il vain d'adhérer à autre chose qu'à un vaste mouvement d'éducation et d'implication bénévole au bien commun. C'est déjà énorme, lorsqu'on sait que cela peut faire vaciller l'entière existence d'un cénacle de politiciens eux-mêmes esclaves de leurs vices.

Plus que de chefs à suivre naïvement, plus que de combats sans effets sur l'interminable chaîne d'aboutissements, nous avons grand besoin de bon sens, de loyauté, de probité.

Nous avons soif de justice, soif d'une égalité qui ne s'arrête pas qu'aux mots dans la bouche de ceux qui ne nous représentent en rien. Or *Le pouvoir n'existe que parce que l'on y consent* C'est ce que l'on peut déduire de la pensée d'Étienne de La Boétie. Dès lors, si nous en avons marre de la politique, qu'attendons-nous pour bâtir un mur devant le nez des pervers qui la corrompent et s'en approprient les clefs ?

Les réflexions réunies ici peuvent nous aider à voir la politique - la nôtre cette fois, d'un œil neuf. Le changement est toujours au bout de la réflexion et de la rencontre, avec un passage obligé par la lecture, par le temps que l'on doit *obligatoirement* consacrer à ce genre de rencontre. Cette démarche silencieuse vers un retour à la citoyenneté doit avoir le meilleur prolongement qui soit : le projet, partagé par le plus grand nombre, qui consiste à vraiment servir l'intérêt général, en forçant si nécessaire par une insurrection - les dirigeants à se démettre de leurs prérogatives. Cela afin que le peuple, par le truchement du tirage au sort, de la démocratie directe et d'une Assemblée constituante tirée au sort puisse désormais librement participer à l'éla-

laboration des lois, au contrôle et à la rotation des gouvernants, à la brièveté, la non reconduction, à l'impérativité et le non cumul des mandats, etc. Ce qui ne serait que logique. Une logique honnie, moquée, méprisée par nos mandatés qui fuient la vraie démocratie comme la peste.

Ce *premier pas* ne se veut qu'une rapide approche, mais éclairante, vivifiante, d'un des aspects pratiques de la vraie démocratie. C'est sur ce genre d'idée que nous devons tous nous mettre d'accord, quelles que soient nos options politiques, quel que soit notre statut ou position sociale. La pseudo-démocratie que l'on nous sert n'est qu'une sinistre farce, un mirage, une tare de la politique. Nous devons découvrir pourquoi et comment, car :

*Connaître la généalogie d'une fiction permet d'y mettre fin, savoir comment marche une erreur autorise la production de nouvelles certitudes.**

* Michel Onfray, *Le magnétisme des solstices*, Flammarion, 2013, p. 20

Pour aller plus avant dans la compréhension et la légitime quête de l'égalité politique, *de ce qui ne devrait plus quitter nos pensées*, je convie le lecteur à parcourir les ouvrages des nombreux auteurs qui se sont penchés sur les raisons politiques, psychologiques, sociologiques, et philosophiques de notre impuissance politique, et sur les moyens d'enrayer celle-ci.

J-M. L.

Pas de *demos kratos*
sans tirage au sort

Étienne Chouard

Pour 99 % d'entre-nous, le théorème « élections = démocratie » paraît évident. On nous l'a répété à l'école, au lycée, à la faculté, à la télévision, dans les journaux, à longueur de journée : voter serait un droit, un devoir, une chance qui garantit la « démocratie ». Alors on vote pour un type qu'on n'a pas choisi, à qui on donne pleins pouvoirs pour quelques années et qu'on ne pourra pas révoquer, même s'il fait n'importe quoi. Nous avons le choix de l'alternance mais aucune alternative à ce choix, ce qui pose un réel problème démocratique. Depuis longtemps, l'aristocratie mercantile qui a remplacé l'ancienne noblesse et qui nous dirige, ne se préoccupe le moins du monde de l'intérêt général.

Issus de l'ENA, formés par de grands partis et des banques, ayant triomphé de leurs adversaires par tous les moyens, aujourd'hui, dans les partis on ne fait plus de politique, on se bat pour le pouvoir, pour être réélu à tout prix, et l'on fait carrière.

Gauche ou droite, c'est une question d'opportunités et de familles, peu importe puisqu'on sait que l'on se refilera le pouvoir grâce à cette fameuse alternance. Chacun d'entre-nous personnifiant l'État, nous sommes de plus en plus nombreux à refuser cette situation. Beaucoup utilisent le seul moyen légal mis à disposition : le vote, et donc votent « extrême » pour exprimer leur colère. De l'extrême droite à l'extrême gauche ça commence à représenter du monde. Mais *persister à élire ces gens-là ou d'autres n'améliorera pas notre situation.*

Depuis 200 ans une évidence s'impose : dans notre démocratie représentative (quelle association de mots contradictoires!), ce sont toujours les riches qui ont exercé le pouvoir. Toujours, aujourd'hui plus que jamais. Notons l'utilisation frauduleuse de ce mot pour désigner un régime

représentatif, quand la démocratie est par essence directe. Mais qu'est véritablement la démocratie et pourquoi personne n'a repris le flambeau ? Dans la Grèce antique, la démocratie fonctionnait très bien, jusqu'à son écrasement par Sparte, qui ne tarda pas à rétablir la dictature.

Jusque-là, une démocratie était une société humaine de libre expression, où les parlementaires décidant de la Constitution, de l'exécutif et du législatif, étaient régulièrement tirés au sort au sein de la population. Chaque citoyen avait le devoir de se plier à l'obligation, sauf problème médical sérieux. On ne pouvait être « tiré » qu'une fois. Pas de partis, pas de « gauche » ou de « droite », pas de roi ou de président, pas de corruption, pas de professionnalisation du pouvoir. Pas de parasites ni d'intermédiaires ! Liberté totale de choix pour les temps à venir.

Les votes à l'assemblée ne se faisaient pas en fonction des lobbies ou d'étiquettes politiques, mais en fonction des convictions des individus. Ce qui fait une sacrée différence. L'idée de base est que si les gens qui veulent le pouvoir s'en servent de manière partielle et égoïste pour s'y

maintenir, il suffit de donner le pouvoir pour un temps court à eux qui n'en veulent pas. Ceux-ci n'ayant aucun intérêt particulier à défendre, l'utiliseront mieux pour servir l'intérêt général, mieux que des politiciens n'ayant en tête que leur réélection.

Pourquoi ce système qui sert encore de référence absolue quelque 2.500 ans plus tard, n'a-t-il jamais été repris ? Parce que depuis, les gens qui sont au pouvoir ne tiennent pas à le partager.

Qu'il s'agisse de Rome et de son sénat aristocratique, de la France monarchique et de son tiers état, du gouvernement représentatif capitaliste, ou encore des dictatures communistes, qui aurait intérêt à ce qu'une réelle démocratie s'instaure ? Ni les politiques, ni leurs maîtres.

Pourquoi aucune de nos soi-disant démocraties occidentales n'est-elle pas une vraie démocratie mais une vraie escroquerie ? Parce que nous ne sommes que des électeurs, et non des citoyens à cause des Constitutions écrites par des gens en conflit d'intérêt avec ce texte suprême qu'est une Constitution, censée restreindre leurs pouvoir et

protéger le peuple de leurs abus. Pour être crédible, une Constitution devrait toujours être d'initiative citoyenne, or cela n'a jamais été le cas. Elles sont toujours écrites par des élus, des juges, des politiques et des experts. Là est la cause des maux, l'origine de notre impuissance voulue, le point de départ des conséquences sur lesquelles nous débattons sans effets constructifs.

Comment ces gens qui détiennent déjà le pouvoir, pourraient-ils eux-mêmes écrire en toute bonne foi un texte qu'ils sont censés craindre, qui doit limiter drastiquement leurs pouvoirs afin qu'ils soient vraiment au service du peuple et non l'inverse ? Il y a plus de deux mille ans, à Athènes, les citoyens eux-mêmes édifièrent leur Constitution, discutant chaque point à l'Agora, garantissant la sécurité interne de leur système. On peut et on doit faire pareil aujourd'hui. A ceux qui objecteraient qu'à l'époque les femmes et les esclaves n'avaient pas le droit de vote, et autres poncifs historiques, il faut rappeler que ce droit est octroyé aujourd'hui à tous ! Cela ne change en rien l'équation et les innombrables avantages d'un pouvoir aussi partagé.

A ceux qui diraient qu'Athènes c'était tout petit et que c'est impossible à l'échelle d'un pays, il faut répondre qu'Athènes avait la taille d'une de nos grosses communes, et que fédérer des communes, des départements, des régions, on sait le faire.

A ceux qui diraient que seuls des experts peuvent gérer un pays, il faut rétorquer que nous ne voyons pas comment le pays pourrait être, de nos jours, plus mal géré et par plus incompetents que nos professionnels du pouvoir et leurs cliques, aux ordres affichés de commerçants internationaux sans scrupules ! Il est d'ailleurs étrange que beaucoup de « démocrates » s'alarment à l'idée de placer des citoyens ordinaires au pouvoir. Démocrates... mais pas trop ?

Une évidence s'impose : en 200 ans d'existence, soit autant que notre système actuel depuis la révolution, les très riches n'ont jamais eu le pouvoir dans la démocratie athénienne. Jamais. Et les citoyens athéniens tirés au sort ont toujours défendu l'intérêt général, contrairement à nos représentants actuels. Ils n'avaient pas à se soucier de la suite de leur carrière, eux...

Aujourd'hui, comment une révolution structurelle serait-elle possible en gardant le système électif actuel ? Une constituante, fut-elle élue à la proportionnelle, ne nous proposerait rien d'autre que les mêmes politiciens qu'aujourd'hui, les mêmes partis, les mêmes erreurs. Il n'y a qu'une possibilité crédible : rendre les parasites inutiles en transformant les électeur en citoyens actifs et votant eux-mêmes leurs lois. Évidemment, aucun parti ne proposera cette solution, pour nos élus cela signifierait le chômage !

Alors, comment faire pour instaurer un tel système ? Dans un premier temps, il faut parler et convaincre, car une majorité de gens sont hostiles à l'idée de supprimer le vote, auquel ils sont très (trop!) attachés.

Dans l'inconscient collectif, l'absence de vote évoque la dictature. L'idée du tirage au sort évoque aussi, par son aspect hasardeux et l'absence de choix rationnels des personnes tirées au sort, mais c'est là que réside le génie de la chose : mathématiquement c'est très juste. Une assemblée constituante tirée au sort est forcément plus représentative de l'ensemble de la po-

pulation que des élus triés parmi l'élite des grandes écoles !

De plus, la corruption devient compliquée : on ne sait pas qui va être tiré au sort, les parlementaires ne restent qu'un an, impossible de bénéficier d'appuis politiques à long terme pour les énormes boîtes qui ont l'habitude de financer les élections d'untel ou untel. Tous les grands médias sont sous contrôle, les multinationales pillent les pays et les élus défont les référendums. Bref, pour la démocratie, la vraie, il faut repasser par la case « départ ».

Une Constitution digne de ce nom est le texte supérieur qui doit protéger le peuple contre les abus de pouvoir. Elle seule peut limiter et contrôler tous les pouvoirs et doit - prioritairement - affaiblir les pouvoirs, pour nous protéger tous, et tout le temps contre toutes les formes d'arbitraire.

Quand un professionnel de la politique, un parlementaire, un ministre ou un candidat au pouvoir écrit la Constitution, il institue sa propre puissance puisqu'il est à la fois juge et partie. Indubitablement il a un intérêt personnel contrai-

re à l'intérêt général qui consisterait à instituer la puissance politique du peuple. Toute élection d'une Assemblée constituante parmi des candidats professionnels conduit mécaniquement à ce conflit d'intérêt et à l'impuissance populaire qui en découle forcément toujours. Les élus écrivent toujours une anti-Constitution, conformément à leurs intérêts personnels.

Le tirage au sort est un antidote anti-oligarchique universel. En tenant les politicards à l'écart du processus constituant, le tirage au sort de l'Assemblée constituante protège le peuple contre les conflits d'intérêts constituants.

Plus généralement, égalitaire et moins corrompible, le tirage au sort est LA procédure démocratique par définition. Pour cette raison, il ne sera jamais défendu par les professionnels de la politique (à cause du conflit d'intérêts), et c'est au peuple lui-même à le défendre pied à pied. D'une façon plus fondamentale, seul le peuple peut instituer sa propre puissance, en participant directement au processus constituant (et/ou en le contrôlant à tout moment).

En matière d'émancipation populaire, la solution ne viendra pas des élus, jamais, car les élus sont précisément le problème.

Ce sont les élus qui infantilisent et dominent les électeurs. Un vrai citoyen est un adulte politique qui vote lui-même les lois auxquelles il consent à obéir, tandis qu'un électeur est un enfant politique qui désigne ses maîtres, ses chefs qui voteront tout à sa place, parmi des candidats qu'il n'a même pas choisis.

En réalité, il n'est de citoyen que constituant.



Pourquoi une assemblée tirée au sort ?

P. Crétois, J-N. Ducange, M. Larrère, St. Roza, Cl. Sénéchal

La méfiance des citoyens vis-à-vis de la politique et des grandes institutions est un signe inquiétant. C'est vrai pour l'Europe et plus encore pour les gouvernements nationaux. Les citoyens sont de plus en plus nombreux à voir dans les partis politiques les instances les plus corrompues. Les élections n'ont jamais été conçues pour être une procédure démocratique. Elles ont été inventées pour freiner l'installation de la démocratie. Ce que Bernard Manin a écrit dans *Principes du gouvernement représentatif* (chez Calmann-Lévy) est en passe de devenir un grand classique. Les révolutions française, belge et américaine n'ont jamais voulu mettre un terme à l'aristocratie pour la démocratie. Il s'agissait de

remplacer une aristocratie héréditaire par une autre aristocratie, élective. Au cours des XIXe et XXe siècles, cette procédure a été démocratisée » par les élections, notamment en augmentant le droit de vote. Il est surprenant de voir que la France - avec dans son sillage la Belgique - qui compte le plus grand nombre d'intellectuels penseurs de la démocratie (Bernard Manin, Pierre Rosanvallon, Loïc Blondiaux, Yves Saintomer, David Van Reybrouck, Étienne Chouard,...), possède aussi le système politique le plus sclérosé de toute l'Europe occidentale.

Tous les pays sont-ils prêts à innover ? Les pays les plus avancés dans l'innovation démocratique en Europe sont souvent ceux dont les populations sont assez petites : Islande, Irlande, Danemark, Hollande. L'innovation démocratique passe toujours du local au national, voire au transnational. Quand les citoyens sont considérés comme des citoyens (et pas seulement comme du bétail électoral !), ils se comportent en adultes et plus comme un troupeau.



Le Tirage au sort :
un pas vers la réelle démocratie

<http://wiki.gentilsvirus.org/>

Le tirage par le sort est de la nature de la démocratie, le suffrage par le choix est de celle de l'oligarchie (Montesquieu, Esprit des Lois, livre 2, ch.2).

Il est démocratique, par exemple, de tirer au sort les magistrats, oligarchique de les élire (Aristote, Les Politiques, livre 3, ch. 9).

Lorsque les révolutionnaires des 17^e et 18^e siècles, en Angleterre, aux USA et en France (ainsi qu'en Belgique), ils ne voulaient pas instaurer une démocratie : *Il faut écarter le peuple en corps du gouvernement pour créer un corps choisi de citoyens appelés à devenir une classe de*

professionnels de la politique, écrivait l'abbé Siéyes, inspirateur des constitutions de la période révolutionnaire.

Si le droit de vote a un aspect démocratique de part l'égalité des suffrages il contribue à donner des résultats inégalitaires : les élus ne ressemblent pas à leurs électeurs. La notion de représentativité a été inventée par les monarchies anglaises, puis françaises aux 12^e/13^e siècles : en faisant élire des représentants dans les corporations, les monarques avaient constatés que les impôts rentraient mieux. Ces élus faisaient une promesse d'obéissance au pouvoir.

Dans le système « démocratique » représentatif, la promesse d'obéissance a changé de camp. Or ce ne sont plus les élus qui obéissent au pouvoir (rappelons que *démocratie* signifie *pouvoir au peuple*), ce sont les citoyens qui obéissent aux élus !

Le citoyen ressent un sentiment d'obligation d'accepter le résultat (même quand la faiblesse de la participation est telle que l'élection devrait être déclarée caduque), de s'incliner devant les décisions prises par ceux qui ont été élus « démo-

cratiquement ». L'élection permet de garantir l'obéissance populaire à une « aristocratie » électorale, composante de l'oligarchie, qui se partage le pouvoir dans le jeu de chaises musicales. Celle-ci, avec l'aide d'autres pouvoirs et de certains médias, fait accepter des décisions favorables à l'oligarchie : privatisations, baisses d'impôts des plus favorisés, tout en tenant compte, par des discours manipulateurs, d'une possible future sanction électorale.

La collusion des élites, régulièrement et justement évoquée, n'est pas un dysfonctionnement à dénoncer, mais bel et bien une norme à contrecarrer. L'important est de ne plus définir l'élection comme étant la seule légitimité politique.

Le tirage au sort est un mode de désignation intrinsèquement démocratique et ayant beaucoup d'avantages pour un seul inconvénient. Évacuons-le : l'incompétence éventuelle du désigné. Être élu ne garantit ni la compétence, ni la connaissance absolue des domaines dans lesquels des décisions doivent être prises. Un élu s'entoure de conseillers et de collaborateurs, demande l'avis

d'experts. Le problème d'incompétence peut être résolu par le volontariat (le désigné peut refuser le poste en exposant ses motifs), des méthodes de discussions informatives, d'un commun accord, et en réservant le tirage au sort à la constitution d'assemblée(s).

1. Le tirage au sort est automatiquement représentatif de la population : un échantillon sélectionné au hasard ressemble à l'ensemble, contrairement à un échantillon sélectionné par tout autre moyen (concours, cooptation, élection) :

Si l'on souhaite connaître ce que pense ou veut le peuple, la première démarche est de convoquer un peuple en miniature, de la même manière qu'avec une cuillère dans un pot de confiture : le contenu prélevé a exactement la même composition que le contenu du pot... (Paul Diels). C'est de cette méthode que s'inspirent les sondeurs.

2. Le tirage au sort garantit mieux l'impartialité des décisions, et limite la corruption : un échantillon sélectionné sera plus apte à résister à des considérations extérieures à l'intérêt général comme peuvent l'être les élus soucieux de leur

carrière politique, soumis à la procédure électorale. Le risque de corruption est limité, en raison de la volatilité des désignés (la corruption s'ancre dans les positions établies alors qu'il est plus difficile de corrompre quelqu'un qui n'est que temporairement en poste.)

3. Le tirage au sort organise le partage du pouvoir : il implique une rotation des postes (le désigné siège un temps court) et la reconduction sera exceptionnelle.

4. Le tirage au sort est plus égalitaire : le citoyen n'est vu que comme un *sujet* du choix (son choix de vote) non comme un *objet* du choix (sa chance d'obtenir un poste dans l'appareil politique).

Combien de ceux qui s'intéressent à la politique peuvent passer à travers les filtres nombreux de la politique organisée et de l'élection (appartenance à un parti, réseaux d'influence, moyens financiers,...) ? Contrairement à l'élection, le tirage au sort offre à tous l'égalité des chances d'accéder au processus décisionnaire de la démocratie.

5. Le tirage au sort stimule le sentiment d'appar-

tenance à une démocratie : savoir qu'on peut être désigné un jour ou l'autre incite à s'intéresser à la politique, à s'informer (vraiment), à éveiller son civisme, à cultiver son esprit critique, à participer à la vie de la cité,...

6. Le tirage au sort responsabilise (alors que l'élection infantilise !) : le désigné devra prendre des décisions, il sera partie prenante dans le système démocratique, il deviendra ainsi un citoyen « adulte ».

7. Le tirage au sort apaise les tensions : le tirage au sort évite les querelles de factions, renforce la cohésion sociale (les désignés seront ouvriers, employés, précaires, cadres, chômeurs, tous âges et opinions confondus), et règle les problèmes de parité homme/femme. Les athéniens avaient constatés que les aristocrates occupaient tous les postes de décisions.

Alors, ils eu recours de plus en plus souvent au tirage au sort. C'est ainsi qu'à partir du IV^e siècle av. J-C. seuls des tribunaux tirés au sort avaient le pouvoir de modifier les lois.



Objections et réponses à la démocratie directe et au tirage au sort

Sharu

Voici, pour aider à répandre le message de la vraie démocratie (« Nous voulons une Assemblée Constituante démocratique tirée au sort. ») une liste des objections les plus courantes et les plus pertinentes, avec leurs réponses.

Nous sommes en crise, ce n'est pas le moment de faire des expériences :

Dans le régime actuel, les médias sont des entreprises fonctionnant de manière pyramidale, les débats économiques sont dépendants des propriétaires de médias qui sont, par leur statut social, en conflit d'intérêt. La neutralité de ces débats n'est pas assurée.

L'une des missions de l'Assemblée constituante serait de rendre démocratique et indépendant le fonctionnement des médias afin que soient réunies les conditions nécessaires pour affronter la crise de manière démocratique et efficace. De plus, la démocratie directe (DD) a déjà été testée plusieurs fois et le résultat est à chaque fois le même : dans un régime où les pauvres gouvernent, les pauvres sont automatiquement servis en priorité. Il est urgent de donner le pouvoir au peuple afin que la sévérité de la crise ait des répercussions sur tous les membres de la société, sans faire de privilégiés.

La DD permet de responsabiliser les citoyens. Les défauts mathématiques de l'élection font que les décisions économiques du pays peuvent être différentes de celles voulues par le peuple, ce qui est très grave.

Le tirage au sort (ou la DD) était adapté aux petites cités, mais ne le serait pas à nos grandes sociétés modernes :

Désigner par le sort dans un grand ensemble peut se faire simplement, sans ordinateur (un moyen consiste en 8 tirages, avec remise dans une urne

contenant 10 chiffres pour tirer un nombre au hasard entre 0 et 99.999.999 nos mathématiciens trouveront aisément un moyen plus rapide et vérifiable par tous).

La DD consiste à faire voter les lois par le peuple, dans des assemblées populaires ou dans les urnes. Au niveau technique et logistique il n'y a aucun problème avec les moyens actuels pour compter les voix. Dans l'actuel régime, les députés gagnent jusqu'à 6.000 euros par mois, ce qui prouve que, de l'argent pour faire fonctionner les institutions, il y en a !

Avec le tirage au sort (ou la DD), des incompetents dirigeront : Dans un régime gouverné par le peuple, les pauvres sont automatiquement servis en priorité, toutes les expériences l'ont prouvé (en Suisse, à Marinaleda, au Venezuela, dans l'Athènes antique).

Le problème de l'incompétence s'applique également avec l'élection, puisque ce sont des citoyens quelconques qui élisent. L'élection n'est pas une garantie de compétence.

C'est facile de pointer les élus du doigt, gouverner

est difficile, et la DD est une ingratitude par rapport aux efforts fournis par nos élus :

De même qu'une loi faite pour interdire le meurtre, par exemple, ne sous-entend pas que tous les citoyens soient des meurtriers, une vraie Constitution ne sous-entend pas que tous les politiciens soient mauvais. Il s'agit d'une prudence au cas où l'on aurait affaire à des politiciens corrompus.

Choisir des représentants c'est la liberté :

Voter directement les lois est plus libérateur.

Nous sommes dans un état de droit qui est mieux que la dictature :

Ce type de régime peut aboutir à la dictature. L'exemple flagrant étant Hitler, qui fut porté au pouvoir par élection démocratique. Dire que la démocratie se résume à l'élection, c'est rendre la population allemande de 1933 responsable de l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Le résultat pourrait être une dictature ploutocratique à travers l'utilisation des technocrates qui conseilleraient les tirés au sort, une corruption des représentants trop faibles, et les menaces des lobbys qui auraient les moyens de ruiner leurs vies.

Il n'est pas vrai qu'il est plus difficile de corrompre une personne qui a tout à perdre et aucun pouvoir pour résister plutôt qu'une personne qui a les moyens de le faire, c'est-à-dire un élu, et qui peut le redevenir. On ne vote pas facilement une loi contre les intérêts de son patron ou de son épouse.

Devenir du jour au lendemain député n'est pas un événement mineur dans la vie d'une personne, il s'agit d'une responsabilité qui pousse à la vergogne, à s'instruire pour faire face aux difficultés.

Lors de l'écriture de la Constitution, les députés pourraient y inscrire des protections de leur Assemblée (et des tirages au sort suivants) contre les menaces patronales de licenciements (nécessité par exemple de l'approbation de la majorité de l'entreprise pour un licenciement, etc.) ou contre la corruption :

l'eisangélie (l'annonce) : *dénonciation publique d'un citoyen ou d'un magistrat devant l'Ecclésia, accusé d'une action politique ou d'un délit portant atteinte aux intérêt de la cité (corruption ou complot.) Si par son vote l'Ecclésia décidait de don-*

ner suite à l'accusation, le dossier était transmis à la Boulè qui rédigerait un probouleuma afin de définir le délit et proposer la sanction. L'Ecclèsia décidait de juger elle-même l'affaire, nous disposons de plaidoiries s'adressant à la foule, elle pouvait aussi décider de la porter devant l'Héliée, auquel cas les plaidoiries s'adressaient à des juges.

Avant de passer au système du tirage au sort, il faudrait déjà corriger le système actuel :

Le tirage au sort est un très bon moyen de corriger le système actuel, par exemple des jurys populaires pour surveiller les députés, les révoquer ou les sanctionner en cas de fautes graves (parjure, absentéisme, conflit d'intérêt, vente de vote, corruption, cumul, etc.) Le tirage au sort rend, par la loi des grands nombres, systématique la représentativité d'une assemblée.

Dans une UE où les décisions importantes sont prises par des non-élus indépendants des États, la DD ne sert à rien : *il faut d'abord sortir de l'UE*. La décision concernant la sortie ou le maintien dans l'UE est prise par les États. (voir l'art. 50 du Traité.)

Avec le tirage au sort on mettrait des « affreux » aux gouvernes :

Le tirage au sort peut être utilisé pour faire des assemblées citoyennes ou pour désigner ceux qui appliqueront les lois : justice, police, etc. Pour une assemblée, la loi des grands nombres nous garantit qu'il y aura la même proportion d'« affreux » que dans la société. Pour ce qui est de l'application des lois, le pouvoir est suffisamment partagé pour que le danger soit écarté.

Le peuple est trop divisé pour diriger :

Le peuple est tout à fait capable de faire des compromis, et les débats contradictoires n'ont rien de neutralisant en terme de gouvernance. Il s'agit au contraire d'un excellent moyen de progresser.

Si la démocratie a pris fin un jour, et n'est jamais revenue, c'est la preuve que le système était mauvais :

D'autres expériences de DD ont eu lieu. La fin de la DD athénienne est due à la défaite lors d'une guerre. Le système de communication n'avait rien de commun avec celui d'aujourd'hui, et l'alpha-

bétisme était élevé, ce qui peut expliquer que la DD ne fut pas très connue.

Ne faut-il pas craindre qu'une personne malveillante se serve de la DD comme publicité ? :

C'est l'idée de la DD qui doit être répandue, pas son protecteur.

Nous devons faire confiance aux personnes pour lesquelles nous votons :

Tout escroc efficace s'offusque de la méfiance de ses détracteurs. Sachant cela, la méfiance et le doute doivent être un droit et un devoir citoyen. Dans la Grèce antique ce système était utilisé par les riches marchands pour contrôler le peuple.

Les citoyens athéniens étaient entre 30.000 et 60.000, et l'Assemblée à laquelle ils avaient accès pouvait en contenir 6.000, *qui possédaient le pouvoir législatif* et il est peu probable que cette assemblée ait été composée de plus de 50 % de riches marchands.

Il faut se révolter d'abord, ensuite écrire une Constitution :

Nous avons assisté à des révolutions arabes qui

n'ont aboutis à rien de satisfaisant parce que c'est *avant* une révolution qu'il faut que le peuple ait une idée précise de ce qu'il lui faut. Dans un processus révolutionnaire il est important de réunir la société *autour d'une idée approuvée par tous*, indépendante de toute personnalité et complémentaire avec toutes les résistances aux abus de pouvoir.

Tout seul, que pouvons-nous faire ? :

S'il est difficile de compter ceux qui approuvent le message (voir le site : www.le-message.org/?lang=fr) d'entre-nous peut convaincre plus de deux personnes, qui à leur tour en convaincrons deux autres, la propagation étant exponentielle.

N'oublions pas qu'il s'agit d'un sujet de conversation supplémentaire pour nos discussions avec nos relations. Le message est valide pour tous les pays et toutes les époques. Sa propagation prendra le temps qu'elle devra prendre. S'il le faut, ce processus sera de long terme.



L'antidote au projet fasciste (extrait)

Judith Bernard

Le tirage au sort est désormais suspect : voilà plusieurs fois qu'il est soupçonné d'être l'ingrédient d'un projet « fasciste ». La chose pourrait faire rire ceux qui découvrent cette polémique, elle est pourtant à pleurer tant elle procède d'un hystérique refus de penser selon les règles de la plus élémentaire rationalité.

Ceux qui militent pour le tirage au sort sont pour la plupart engagés depuis longtemps dans une réflexion sur les institutions politiques. Ils observent que la « crise » où la France, comme tant d'autres « démocraties » occidentales, est plongée depuis des décennies ne trouve pas de réponse du côté d'un corps politique manifestement plus empressé à servir les intérêts du ca-

pital qu'à servir l'intérêt général. Cette incurie politique est essentiellement liée à la nature de nos institutions, et d'abord à la mère de toutes : la Constitution.

Cette Constitution doit être ré-écrite par le peuple et pour le peuple. Seul un processus constituant citoyen pourra instituer la puissance populaire qui passe par quelques règles élémentaires : la révocabilité des élus, l'interdiction du cumul des mandats, la reddition des comptes, le référendum d'initiative citoyenne, règles élémentaires, mais peu susceptibles d'être écrites par des élus qui n'y verraient (à juste titre) que contraintes limitant leur prospérité et leur carrière.

S'il faut des citoyens et non pas des élus, pour écrire ces règles la question de leur mode de désignation se pose : le tirage au sort se présente, parmi d'autres options, comme une solution raisonnable, expérimentée ici et là sur la planète - sans avoir précipité les peuples qui s'y étaient risqués dans le péril fasciste.

Et l'on voit bien pourquoi : le tirage au sort repose sur la reconnaissance d'une absolue égali-

té entre tous les citoyens. C'est un outil parfaitement aveugle aux conditions de classe, d'origine, de religions ou de sexe, et la plus ferme garantie qui soit contre toute tentative de discrimination.

En outre, en confiant l'écriture parmi des règles de la démocratie au peuple, dans l'hypothèse d'une Constituante tirée au sort, il se donne comme projet d'instituer la souveraineté populaire, enfin à même de se protéger des abus du pouvoir. Les règles auxquelles les militants du tirage au sort aspirent consistent toutes dans la limitation des pouvoirs des gouvernants, afin que nulle capture fasciste des forces de l'État ne soit possible.



Pourquoi la montée de l'insignifiance ?

(extraits* d'un entretien entre Daniel Mermet et Cornélius Castoriadis, philosophe, sociologue, historien, économiste et psychanalyste)

Castoriadis – Prenons la querelle entre la droite et la gauche. Actuellement elle a perdu son sens. Non pas parce qu'il n'y a pas de quoi nourrir une querelle politique et même une très grande querelle politique, mais parce que les uns et les autres disent la même chose. La seule chose qu'ils peuvent faire c'est suivre le courant, appliquer la politique ultra-libérale à la mode.

Ce sont des gens qui chassent les suffrages par n'importe quel moyen. Leur but est de rester au pouvoir ou de revenir au pouvoir. Et pour ça ils sont capables de tout. J'ai toujours pensé que la démocratie dite représentative n'est pas une vraie

* *Une société à la dérive*, C. Castoriadis, Seuil, 2005

démocratie. Ses représentants ne représentent que très peu les gens qui les élisent. D'abord, ils se représentent eux-mêmes ou représentent des intérêts particuliers, les lobbies...

Si quelqu'un me représente durant cinq ans de façon irrévocable, ça revient à me dévêtir de ma souveraineté en tant que peuple. Rousseau disait :

Les Anglais croient qu'ils sont libres parce qu'ils élisent des représentants tous les cinq ans, mais ils sont libres le jour de l'élection, c'est tout.

Personne n'a demandé au peuple *sur quoi* il veut voter. On lui dit de voter pour ou contre Maastricht, par exemple. Mais *qui a fait* Maastricht ? Ce n'est pas nous qui avons fait Maastricht.

Il y a la merveilleuse phrase d'Aristote : *Qui est citoyen ? Est citoyen quelqu'un qui est capable de gouverner et d'être gouverné.*

Pourquoi les citoyens ne seraient-ils pas capables de gouverner ? Parce que toute la politique vise précisément à leur désapprendre à gouverner, à les convaincre qu'il y a des experts à qui il faut confier les affaires. Il y a donc une contre-éduca-

tion politique. Alors que les gens devraient s'habituer à exercer toutes sortes de responsabilités et à prendre des initiatives, ils s'habituent à suivre ou à voter pour des options que d'autres leur présentent.



Pour que les choses soient claires (extrait)

E. Chouard

(...) Mon message est universel, il n'est pas réservé à une famille politique. Plus on sèmera des graines de démocratie auto-instituée, un peu partout, sans exclusive, mieux ce sera.

J'ai observé une évolution importante :

Les gens qui soutiennent Soral, qui étaient antidémocrates quand ils m'ont connu, étaient en fait « anti-fausse démocratie », mais ne le savaient pas encore.

Ils pensaient que l'alternative politique était le capitalisme-libéralisme « démocratique » (complètement mafieux, esclavagiste, à vomir) ou le communisme-socialisme « démocrate populaire » (un capitalisme d'État, avec police de la pensée,

camps de travail, à vomir) ou encore le fascisme «non-démocratique» (violent, mais sans corruption, tout aussi terrifiant).

Et voilà qu'ils découvrent Manin, Hansen, Rousseau, Sintomer, Castoriadis, Guillemin, pour ne citer que ceux-là, une organisation politique dont personne ne nous a jamais parlé sérieusement à l'école ou dans les journaux : la vraie démocratie avec une vraie Constitution, de vrais contrôles, et que nous écrivions directement, parce qu'entraînés, pour être sûr de ne pas nous faire tromper à nouveau.

Je suis sûr que nombre de ces militants (de droite dure par dépit de la corruption généralisée et faute d'alternative, un processus identique à la naissance du nazisme en Allemagne) sont en train de devenir ou sont devenus démocrates, parce que cette alternative démocratique réelle, crédible et prometteuse fait vibrer tous les hommes de bonne volonté.

Je maintiens qu'il est pertinent, nécessaire, de parler de vraie démocratie à *tout le monde*, en étant convaincu que l'être humain peut changer d'avis : si on le respecte en tant qu'être humain et

si ce qu'on lui propose est émancipant, libérateur,
puissant, prometteur.



Contre les élections (extraits*)

David Van Reybrouck

Aujourd'hui nous pouvons nous étonner que la démocratie athénienne, à son apogée, ait pu fonctionner sur la base d'un principe aussi singulier que le tirage au sort, mais pour les contemporains, cela allait parfaitement de soi. Aristote, notamment, pouvait écrire sans ambages : « Je cite comme exemple les magistratures : le tirage au sort est considéré comme démocratique, l'élection comme oligarchique ». Bien qu'Aristote lui-même fut partisan d'une forme intermédiaire, il marquait clairement la différence entre tirage au sort et élection en qualifiant le premier de démocratique mais non la seconde. (...) Une des caractéristiques de la démocratie

* *Contre les élections*, David van Reybrouck, *Babel/essai*, 2014, pages 82, 83, 112, 113

athénienne était l'absence de distinction entre politiciens et citoyens, entre administrateurs et administrés, entre potentats et sujets. La fonction de « professionnel de la politique », que nous trouvons tous parfaitement normale aujourd'hui, aurait produit sur un Athénien moyen l'impression d'une incongruité, d'une absurdité.

Aristote y associait une réflexion très intéressante sur la liberté : « Le principe fondamental du régime démocratique, c'est la liberté [...] Une des marques de la liberté, c'est d'être tour à tour gouverné et gouvernant ». Une pensée vieille de vingt-cinq siècles mais toujours d'une justesse stupéfiante.

La liberté ce n'est pas : être soi-même toujours au pouvoir. Ce n'est pas non plus : ne pas avoir à respecter le pouvoir. Et encore moins : se résigner passivement au pouvoir. La liberté c'est l'équilibre entre autonomie et loyauté, entre gouverner et être gouverné.

Aujourd'hui, à une époque où l'*oligarchisation de la démocratie* sévit avec encore encore bien plus de virulence qu'il y a vingt-cinq ans, lorsque le professeur Verdin donnait cet avertissement, c'est

une vérité qui semble totalement oubliée.



En guise de point d'orgue

La contagion de l'endoctrinement (extrait*)

Konrad Lorenz

Les hommes au pouvoir en Amérique, en Chine ou en Union soviétique, sont aujourd'hui unanimes à penser que la capacité illimitée de l'homme à être conditionné est extrêmement désirable. Leur croyance à la doctrine pseudo-démocratique, est (comme l'affirme Wylie) portée par le désir qu'elle soit vraie. Car ces manipulateurs ne sont pas du tout des surhommes, doués d'une intelligence satanique, mais plutôt les victimes trop humaines de leur propre dogme inhumain.

Cette doctrine fait apparaître tout ce qui est spécifiquement humain comme indésirable, et tous les phénomènes propres à dégrader l'humain.

** Les huit péchés capitaux de notre civilisation, Konrad Lorenz, Flammarion, 1973*

nité (...) comme extrêmement avantageux, car ils permettent une meilleure manipulation des masses. « Maudit soit l'individualisme », voilà le mot d'ordre.

Le magnat de la production capitaliste, comme le fonctionnaire soviétique, veut avoir les moyens de conditionner les hommes et d'en faire des êtres subordonnés, uniformisés, parfaitement soumis, pour ainsi dire semblables à ceux que Aldous Huxley a dépeints dans son effroyable roman d'anticipation « Le meilleur des mondes ».

La croyance erronée que l'on puisse absolument tout exiger et tout faire de l'homme, soumis à un bon conditionnement, est à la racine des nombreux péchés mortels que l'humanité civilisée commet, non seulement contre la nature, mais encore contre sa propre nature et contre l'humanisme. Lorsqu'une idéologie mondiale et la politique qui en découle sont fondées sur le mensonge, il faut s'attendre aux pires conséquences.

La doctrine pseudo-démocratique porte une large part de responsabilités dans l'effondrement de la

culture et de la morale qui menace les États-Unis et qui risque d'entraîner dans sa chute le monde occidental tout entier.



L'amateurisme (extrait*)

Mogens H. Hansen

Tous les citoyens étaient censés prendre part, s'ils le voulaient, à la marche de l'État, mais toujours en amateurs, en *idiôtai* pour reprendre le terme dont usaient les Athéniens. Professionnalisme et démocratie étaient tenus pour fondamentalement contradictoires. Les Athéniens garantissaient l'absence de professionnalisme dans leur administration en exigeant que la plupart des magistrats fussent tirés au sort, pour une seule année, non renouvelable.

Ils empêchaient toute continuité dans l'administration en renouvelant toujours la totalité d'un collège au même moment (c'est-à-dire à la fin de l'année). Bien plus, il semble avoir été courant et

* *La démocratie athénienne, à l'époque de Démosthène, Les Belles lettres, Histoire, 1991*

admis qu'un magistrat, lors de ses *euthynai*, avance son manque de compétence pour excuser ses échecs dans sa fonction.

Même dans le cas des dirigeants politiques, le manque de professionnalisme était un avantage : quand un homme politique moderne s'adresse au Parlement, il se plaît à souligner qu'il est exceptionnellement qualifié pour parler de cette question, alors que les orateurs athéniens aimaient à commencer en expliquant qu'ils n'étaient rien que des citoyens ordinaires.

Pour rendre la loi démocratique, les Athéniens veillèrent à ce qu'il n'y ait ni barreau ni magistrature judiciaire : il était interdit de payer un avocat et les jurys se composaient de centaines de citoyens ordinaires. Ils réussirent si bien dans leur dessein que la loi athénienne n'atteignit jamais la rigueur professionnelle du droit romain et n'eut donc jamais l'influence qu'il exerça par la suite sur la moitié du monde.

Cette hostilité globale au professionnalisme tient aussi à l'idée que les gens devaient faire de la politique en prenant sur leurs loisirs : toute la démocratie était placée sous le signe de la com-

patibilité entre l'activité professionnelle et l'activité politique du citoyen. C'est pourquoi cette dernière était à Athènes si largement répandue et la participation si étonnamment élevée.



Quelques citations

L'état capitaliste considère la vie humaine comme la matière véritablement première de la production du capital. (...) La guerre n'est pas une catastrophe, c'est un moyen de gouvernement. L'état capitaliste ne connaît pas les hommes qui cherchent ce que nous appelons le bonheur, les hommes dont le propre est d'être ce qu'ils sont, les hommes en chair et en os ; il ne connaît qu'une matière première pour produire du capital. (J. Giono).

C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser. (Montesquieu).

Il n'y a guère de fortune dont l'origine soit tout à fait clairement avouable ou qui ne repose sur le détournement d'autrui. (H. Guillemin).

Quand le gouvernement viole tous les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. (Art. 35 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, du 24 juin 1793).

Il n'est pas de loi légitime sans l'approbation du peuple. (Montesquieu).

Le pouvoir renouvelable est la gangrène du système politique. (E. Chouard)

Le riche tient la loi dans sa bourse. (J-J Rousseau).

Il y a urgence à faire du neuf en matière d'organisation de la vie politique ! Toutes les institutions, de la famille à l'entreprise, ont considérablement évolué, les institutions politiques non. Les principes posés au XVIIIe siècle apparaissent indépassables. Et pourtant, la démocratie tourne de plus en plus à vide. Les citoyens s'en rendent davantage compte que les élites. Résultat, ils se détournent de plus en plus de la politique. Elle n'apparaît plus indispensable pour définir la façon dont on entend «vivre ensemble». Elle apparaît incapable d'imaginer et de construire un

avenir commun. Chacun est donc tenté de se débrouiller de son côté et tant pis pour ceux qui ne sauront pas s'adapter au monde tel qu'il va. Aujourd'hui, ne pas réinventer la politique, c'est condamner la démocratie. (H. Chaygnaud-Dupuy).

Le progrès ne découle pas de la résignation. (E. Chouard).

Je crois que malgré les énormes obstacles qui existent, être intellectuellement résolu, avec une détermination farouche, stoïque et inébranlable, à définir, en tant que citoyens, la réelle vérité de nos vies et de nos sociétés est une obligation cruciale qui nous incombe à tous. Elle est même impérative. (H. Pinter).

Nous sommes en train de détruire notre démocratie en la limitant aux élections, et ce, alors que ces mêmes élections n'ont jamais été conçues comme un instrument démocratique. (David Van Reybrouck)

Bibliographie et adresses

Le pouvoir au peuple - jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative, Yves Sintomer, La Découverte, Paris, 2007

Faut-il faire sauter Bruxelles ? - François Ruffin, Fakir éditions.

Démocratie - Histoire politique d'un mot - Francis Dupuis-Déri, Lux Humanités.

Agir en démocratie – Hélène Balazard, éd. de l'Atelier, 2015

Radicaliser la démocratie - Dominique Rousseau, Seuil, 2015

www.momnaiehumaine.org-page18615-une-vraie-democratie.html

unevraiedemocratie.net

stopmensonges.com-la-vraie-democratie-passera-par-une-revolution/

info-resistance.org

<http://mib-pib.jimdo.com/>

www.tourdefrancedesalternatives.fr

lavraiedemocratie.fr

yourope - La démocratie en Suisse

Premiers pas en (vraie) démocratie

Jean-Marie LUFFIN

Faire un premier pas... vers autre chose, une refonte de notre conception de la politique. Possible ? Bien sûr. Mais il faudrait quitter nos charentaises, nous impliquer, mettre le temps qu'il faut pour briser notre addiction aux vieilles croyances, aux mensonges, procédés éculés qui ne profitent qu'aux nantis, pour autant que nous n'éprouvions pas une peur panique à l'égard du changement qui ferait pourtant de nous de vrais citoyens. Puis passer le message.

Si nous en avons vraiment assez d'être des moutons tondu en permanence au profit d'un pouvoir qui se plaît à nous entendre bêler et nous contraint à le servir, il importe de redécouvrir une pratique capitale en matière de pouvoir politique dévolu au peuple : le tirage au sort.

J-M. L. Thon-Samson, 2016